

The October Crisis

Appendix K

“Letters of Jean Drapeau & Lucien Saulnier and Marcel Saint-Aubin of 15 October 1970 and letter of Robert Bourassa of 16 October 1970”

I. Letter, dated 15 October 1970, of Mayor Jean Drapeau and Lucien Saulnier to Prime Minister Trudeau

Le 15 octobre 1970

Le Très Honorable Pierre-Elliott Trudeau, C.R.
Premier ministre du Canada
Édifice du Parlement
Ottawa, Canada

Monsieur le Premier ministre,

Le directeur du service de la Police de Montréal nous informe que les moyens à sa disposition s'avèrent insuffisants et que l'assistance des gouvernements supérieurs est devenue essentielle pour protéger la société du complot séditieux et de l'insurrection appréhendée dont les enlèvements récents ont marqué le déclenchement. Nous vous communiquons de toute urgence ce rapport qui décrit l'ampleur de la menace et l'urgence de renforcer les mécanismes pour le combattre.

Nous requérons, monsieur le Premier ministre, toute l'assistance que le gouvernement du Canada jugera utile et désirable pour mener à bien la tâche de protéger la société et la vie des citoyens dans ces heures difficiles.

Lucien Saulnier

Le Président du Comité exécutif

Jean Drapeau

Le Maire de Montréal

(Source: Duchaine Report, 1981 at p. 112).

II. Letter, dated 15 October 1970, of Marcel Saint-Aubin, the Director of Police of Montreal, to Mayor Jean Drapeau and Mr. Lucien Saulnier

Le 15 octobre 1970

Son Honneur le Maire
Monsieur Jean Drapeau
Le Président du Comité exécutif
Monsieur Lucien Saulnier

Messieurs,

Un mouvement subversif extrêmement dangereux s'est développé progressivement au Québec depuis plusieurs années en vue de préparer le renversement de l'État légitime au moyen de la sédition et d'une insurrection armée éventuelle.

Les enlèvements récents d'un diplomate étranger et d'un ministre de la Couronne de la province de Québec ont marqué le déclenchement par ce mouvement de leur projet séditieux et d'actes menant directement au renversement de l'État.

Dans ces circonstances, l'enquête que doivent mener les autorités policières doit nécessairement porter sur l'ensemble des activités des réseaux de ce mouvement séditieux et ne

saurait se restreindre, sous peine d'être vouée à l'échec, à une simple recherche des individus qui ont perpétré l'enlèvement odieux des deux personnes encore à ce jour prisonnières.

La menace que fait peser sur la société cette conspiration séditeuse passée à l'action au cours des derniers onze jours, les difficultés d'enquête résultant de l'organisation interne de ce mouvement divisé en de multiples petites cellules étanches entre elles et la somme incroyable des vérifications et des recherches qui nous sont imposées ont taxé et taxent à leur extrême limite les ressources à la disposition de notre Service de Police.

L'extrême urgence d'en arriver à des résultats concrets pour dévoiler toutes les ramifications de ce mouvement et de ses activités séditeuses, le volume et la complexité des preuves à recueillir et conserver, enfin l'énormité de la tâche que nous devons accomplir sans passer à une répression qui n'est ni saine ni souhaitable, font que l'assistance des gouvernements supérieurs nous est essentielle pour la mener à bien.

La lenteur des procédures et les contraintes qui résultent des mécanismes et des moyens légaux dont nous disposons actuellement ne nous permettent pas de faire face à la situation.

En conséquence, je recommande au Comité exécutif de la Ville de requérir des gouvernements supérieurs qu'ils nous donnent les moyens qu'ils jugeront opportuns et utiles afin de nous permettre de recueillir et présenter les preuves nécessaires pour protéger la société des menées séditeuses et insurrectionnelles dont les enlèvements ont marqué le début.

Veillez agréer, messieurs, l'expression de mes sentiments les plus distingués.

LE DIRECTEUR

Marcel Saint-Aubin

(Source: Duchaine Report, 1981 at pp. 113-115).

III. Letter, dated 16 October 1970, of Robert Bourassa to Prime Minister Trudeau

Québec, le 16 octobre 1970.

Monsieur le Premier Ministre,

Au cours des derniers jours, la population du Québec a été bouleversée par les enlèvements de monsieur James R. Cross, représentant du gouvernement britannique à Montréal, et de l'honorable Pierre Laporte, ministre du Travail et de la Main-d'œuvre et ministre de l'Immigration du Québec, ainsi que par les menaces proférées contre la sécurité de l'État et des personnes dans des communiqués émis par le Front de Libération du Québec ou en son nom, et enfin par l'ensemble des circonstances reliées à ces événements.

Après consultation des autorités directement responsables de l'administration de la justice au Québec, le gouvernement du Québec est convaincu que la loi, dans son état actuel, ne permet pas de répondre d'une façon satisfaisante à cette situation.

Dans les circonstances, au nom du gouvernement du Québec, je demande que des pouvoirs d'urgence soient prévus le plus tôt possible permettant de prendre des mesures plus efficaces. Je demande en particulier que ces pouvoirs comprennent l'autorisation d'arrêter et de détenir les personnes que le procureur général du Québec estime, pour des motifs raisonnables, être reliées au renversement du gouvernement par la violence et des moyens illégaux.

Selon l'information que nous possédons et qui vous est accessible, nous faisons face à un effort concerté pour intimider et renverser le gouvernement et les institutions démocratiques de cette province par la commission planifiée et systématique d'actes illégaux, y compris l'insurrection; il est clair que les individus engagés dans cet effort concerté rejettent totalement le principe de la liberté dans le respect du droit.

Le gouvernement du Québec est convaincu de la nécessité de tels pouvoirs pour faire face à la crise actuelle. Non seulement deux hommes complètement innocents sont menacés d'assassinat, mais encore, nous faisons face à une tentative de destruction de l'ordre social par une minorité ayant recours à la commission d'actes criminels; ce sont ces considérations qui amènent notre gouvernement à faire cette demande.

Le gouvernement est confiant que, par le recours à de tels pouvoirs, il pourra sans délai mettre un frein à l'intimidation et à la terreur, et assurer à tous les citoyens la paix et la sécurité.

Veillez accepter, monsieur le Premier ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Robert Bourassa

(Source: Duchaine Report, 1981 at pp. 110-111).

**IV. Letter, dated 15 October 1970, of Mayor Jean Drapeau and Lucien Saulnier to
Prime Minister Trudeau (English translation):**

October 15, 1970

The Right Honorable Pierre-Elliott Trudeau, Q.C.
Prime Minister of Canada
Parliament Building
Ottawa, Canada

Mr. Prime Minister,

The chief of the Montreal Police Service has informed us that the means available to him are proving inadequate and that the assistance of higher levels of government has become essential for the protection of society against the seditious plot and the apprehended insurrection in which the recent kidnappings were the first step. We are forwarding as a matter of the utmost urgency the report describing the scope of the threat and the urgent need to reinforce the machinery to cope with it.

We ask, Mr. Prime Minister, for every measure of assistance the Government of Canada may deem useful and desirable in order to carry out the task of protecting society and the lives of citizens in this difficult period.

Lucien Saulnier
Chairman of the Executive Committee

Jean Drapeau,
Mayor of Montreal.

V. Letter, dated 15 October 1970, of Marcel Saint-Aubin, the Director of Police of Montreal, to Mayor Jean Drapeau and Mr. Lucien Saulnier (English translation):

Gentlemen:

An extremely dangerous subversive movement has progressively developed in Quebec in recent years with the objective of preparing for the overthrow of the legitimate government by means of sedition and eventually armed insurrection.

The recent kidnappings of a foreign diplomat and a minister of the Crown of the Province of Quebec have signalled the launching by this movement of their seditious projects and acts leading directly to the insurrection and the overthrow of the government.

Under these circumstances, the investigation which the police authorities must undertake must necessarily delve into all aspects of the activities of the networks of this seditious movement, and should not be restricted, at the cost of being doomed to failure, to simply searching for the individuals who perpetrated the odious kidnapping of the two people who are still prisoners.

The threat posed to society by this seditious conspiracy, which has moved into action in the past eleven days, the difficulties of investigating an organization split up into manifold tiny cells, each impervious to the others, and the unbelievable amount of checking and researching imposed on us have taxed, and continue to tax, the resources our police force has at its disposal to their utmost limit.

Considering how extremely urgent it is to achieve concrete results and unmask all the ramifications of this movement and its seditious activities, considering the volume and complexity of the evidence which must be collected and preserved, considering, finally, the enormity of the task we must accomplish, without embarking upon a repression which would be neither healthy nor desirable, the help of higher governments is essential to us in properly carrying out our job.

The slowness of procedures and the restraints imposed by the legal methods and mechanisms now at our disposal do not allow us to cope with the situation.

Consequently, I recommend that the Executive Committee of the City request that the higher governments give us all the means they think appropriate and useful, so as to allow us to collect and present the evidence needed to protect society from the seditious and insurrectional manoeuvres unleashed by the kidnappings.

Please accept, gentlemen, the expression of my most distinguished sentiments.

THE DIRECTOR,

Marcel St-Aubin

VI. Letter, dated 16 October 1970, of Robert Bourassa to Prime Minister Trudeau**(English translation):**

Quebec City

16 October 1970

Mr. Prime Minister,

During the last few days the people of Quebec have been greatly shocked by the kidnapping of Mr. James R. Cross, representative of the British Government in Montreal, and the Hon. Pierre Laporte, Minister of Labour and Manpower and Minister of Immigration of Quebec, as well as by the threats to the security of the State and individuals expressed in communiqués issued by the Front de Liberation du Quebec or on its behalf, and finally by all the circumstances surrounding these events.

After consultation with authorities directly responsible for the administration of justice in Quebec, the Quebec government is convinced that the law, as it stands now, is inadequate to meet this situation satisfactorily.

Under the circumstances, on behalf of the Government of Quebec, I request that emergency powers be provided as soon as possible so that more effective steps may be taken. I request particularly that such powers encompass the authority to apprehend and keep in custody individuals who, the Attorney General of Quebec has valid reasons to believe, are connected with overthrowing the government through violence and illegal means.

According to the information we have and which is available to you, we are facing a concerted effort to intimidate and overthrow the government and the democratic institutions of this province through planned and systematic illegal action, including insurrection. It is obvious that those participating in this concerted effort completely reject the principle of freedom under the rule of law.

The Quebec government is convinced that such powers are necessary to meet the present emergency. Not only are two completely innocent men threatened with assassination, but we are also faced with an attempt by a minority to destroy social order through criminal acts; it is for those reasons that our government is making the present request.

The government is confident that, through recourse to such powers, it will be able to put an immediate stop to intimidation and terror and to ensure peace and security for all citizens.

Please accept, Mr. Prime Minister, my very best regards.

Robert Bourassa